



Conférence de presse « Oui au financement additionnel de l'AI », 6 août 2009

**« Les assurances sociales suisses :
un « tricycle » qui doit poursuivre sa route sans encombre »**

**Intervention du Conseiller national Kurt Fluri, président de la ville de Soleure,
membre du comité directeur de l'Union des villes suisses**

Un tricycle est un véhicule particulièrement sûr et stable – il tient la route, même dans les virages. L'image du tricycle s'applique assez bien au système des assurances sociales suisses : ce système a lui aussi trois roues – la Confédération, les cantons, ainsi que les communes et les villes. Ces trois roues lui confèrent sa stabilité et lui permettent de rouler à bonne allure. Pour que le tricycle des assurances sociales progresse en toute sécurité, une condition sine qua non doit cependant être remplie : il faut que chacune des trois roues fasse consciencieusement ce que l'on attend d'elle.

A l'intérieur du système des assurances sociales, la Confédération, les cantons ainsi que les communes et les villes sont dotées de tâches différentes. Certaines assurances sociales – je pense par exemple à l'AVS et à l'AI – sont uniquement du ressort de la Confédération. Pour d'autres, les charges sont partagées. Les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI sont financées en commun par la Confédération, les cantons, ainsi que les communes et les villes. En revanche, l'aide sociale incombe aux communes, aux villes et aux cantons – sans que la Confédération participe.

L'assurance-invalidité est l'un des piliers essentiels du système de sécurité sociale. Son rôle, aider les personnes handicapées à s'intégrer professionnellement, leur garantir un minimum vital et leur permettre ainsi de participer à la vie en société, est à notre avis, un rôle absolument primordial. D'ailleurs ce principe a été approuvé par le peuple suisse ! Pour pouvoir accomplir sa mission, l'AI doit être suffisamment et solidement financée. La roue de la Confédération – pour reprendre l'image du début – doit y veiller.

Comme nous venons de l'entendre, l'AI est déficitaire et endettée jusqu'au cou – depuis des années. Nous voulons stabiliser et consolider cette assurance sociale essentielle pour nous tous en recourant à diverses mesures : la 5^e révision de l'AI est entrée en vigueur début 2008 ; la procédure de consultation de la 6^e révision vient de débiter, et, le 27 septembre, nous allons voter sur le financement additionnel de l'AI. Ce projet revêt d'ailleurs une grande importance pour les villes. Les villes et les communes assument déjà une bonne partie du rôle de l'Etat social. En effet, les communes financent largement les prestations complémentaires (à raison de 50% environ) et sont responsables, avec les cantons, de l'aide sociale.



Les villes s'élèvent contre les solutions qui consistent purement et simplement à transférer les charges d'un niveau de l'Etat à l'autre. Et c'est exactement ce qu'il faut craindre en cas de « Non » au financement additionnel de l'AI. Si l'assurance-invalidité n'est pas financée suffisamment, il y aura des coupes massives dans les prestations, et il sera encore plus difficile d'obtenir une rente. Ce qui ne résoudrait en rien les problèmes de nombreux bénéficiaires de l'AI – au contraire ! Si l'AI n'est pas dotée de ressources financières sûres, nous courons le risque que l'aide sociale – déjà amplement sollicitée pour des raisons liées à la conjoncture – soit encore davantage mise à contribution. Avec les conséquences financières que l'on imagine pour les villes et les communes.

Les villes ne peuvent pas accepter un tel scénario. Les villes et les communes auraient à supporter des charges beaucoup trop lourdes, ce qui les empêcherait de jouer leur rôle de moteur économique et social. Telles sont les raisons pour lesquelles l'Union des villes suisses a décidé à l'unanimité de recommander le « OUI » au financement additionnel de l'AI. Les villes disent « OUI » à une solution prévoyant de munir l'AI d'une base de financement solide. Car elles veulent ainsi donner au « tricycle » des assurances sociales suisses les moyens de poursuivre sa route sans encombre.

Je vous remercie de votre attention.

Interlocuteur :

Kurt Fluri, Conseiller national, président de la ville de Soleure, membre du comité directeur de l'Union des villes suisses
Tél. 032 626 92 01